

Questions orales

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): La question de mon collègue aurait pu se poser il y a dix ans, mais s'il avait été avec moi la semaine dernière lorsque nous sommes allés rencontrer les représentants de l'Association des banquiers canadiens, il aurait constaté avec plaisir l'amélioration de la situation aux termes du programme offert en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, programme dans le cadre duquel nous limitons la marge de manoeuvre des banques. Elles ne peuvent plus exiger des garanties personnelles supérieures à 25 p. 100 dans le cadre d'un prêt offert aux termes de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

On a ainsi complètement modifié le climat. Les petites entreprises présentent maintenant un plus grand nombre de demandes de prêts et nous nous attendons à ce que leur nombre soit deux ou trois fois plus important à la suite de l'adoption de la nouvelle Loi sur les prêts aux petites entreprises par rapport à l'ancienne.

Dans son dernier budget et dans son exposé économique de décembre, le ministre des Finances a offert toutes sortes de possibilités pour ce qui est des investissements sous forme d'achat d'actions dans les petites entreprises en permettant plus particulièrement aux intéressés d'utiliser leur régime enregistré d'épargne-retraite de façon créative pour investir dans les petites entreprises. En ce qui concerne les capitaux propres des petites et moyennes entreprises et leur endettement, notre gouvernement donne l'exemple dans tout un éventail de domaines et il continuera de le faire dans les prochains mois.

M. George S. Rideout (Moncton): Madame la Présidente, ce sont encore là des inepties, mais je voudrais poser une autre question au même ministre.

Les chefs de petite entreprise apprennent de leurs banquiers qu'on a réduit leur marge de crédit de moitié. Les femmes chefs d'entreprise essaient de lancer des entreprises dans cette nouvelle économie basée sur la connaissance, mais elles ne peuvent compter sur des prêts. Manifestement, le gouvernement ne comprend pas les exigences auxquelles les petites entreprises doivent faire face.

Quand le gouvernement va-t-il cesser de plier devant les banques et les forcer plutôt à financer les petites entreprises, qui sont le moteur de notre économie?

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, il est merveilleux d'entendre le Parti libéral nous dire qu'il a enfin découvert en cette avant-dernière journée de la session l'importance des petites entreprises.

Des voix: Oh, oh!

M. Marchi: Vous êtes le prochain ministre de la grande entreprise.

M. Hockin: Pratiquement tous les ministres de notre gouvernement travaillent à un programme ou un autre tendant à aider les petites entreprises. Nous sommes très fiers de ce que nous avons pu réaliser.

Des voix: Oh, oh!

M. Hockin: Le député veut-il écouter la réponse?

Mme le vice-président: Les députés posent des questions. Je pense qu'on devrait faire preuve de courtoisie pendant que le ministre y répond. La députée de South West Nova n'obtient peut-être pas la réponse qu'elle souhaite, mais on donne une réponse et elle devrait l'écouter.

M. Hockin: Madame la Présidente, je n'aime pas être provocateur, mais vous venez de voir nos collègues Libéraux agir de façon tout à fait infantine. En fait, ils abordent toute la question des petites entreprises de cette façon.

La seule idée créative qu'ils aient jamais eue, consiste à critiquer les banques. Je les critique moi aussi à bien des égards en ce qui concerne leur façon de traiter les petites entreprises. Cependant, nous ne nous contentons pas de critiques. Nous prenons des mesures constructives et les résultats que donne la Loi sur les prêts aux petites entreprises en sont le meilleur exemple.

* * *

LE PORT DE HALIFAX

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Depuis cinq ans, la politique budgétaire et la politique de transport du gouvernement conservateur ont éloigné les entreprises du port de Halifax, causant ainsi la perte de millions de dollars en trafic et de centaines d'emplois.

• (1445)

Maintenant que le nouveau premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Savage, a fait de la compétitivité du port de Halifax sa priorité, le ministre des Transports va-t-il faire de même et corriger enfin ces mesures régressives en matière d'impôt et de transport qui ont paralysé les ports de la côte est du Canada?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Madame la Présidente, je suis heureux que le nouveau premier ministre de la province ait décidé de suivre l'exemple du port de Halifax, qui a constitué ces dernières années une équipe chargée de trouver de nouveaux débouchés, puisque c'est là la clé de l'avenir de ce port. Toutes les